

Face à la pauvreté, débrouillez-vous !



A mesure que la crise grignote du terrain et jette les plus démunis dans la rue, l'Etat et les grosses associations, dépassés, n'assurent plus. Mais, depuis quelque temps, les Français se serrent les coudes. Et prennent bénévolement le relais pour combler les béances sociales. PAR CLOTILDE CADU ET PERRINE CHERCHÈVE
REPORTAGE PHOTO : ARNAUD ROBIN / DIVERGENCE POUR "MARIANNE"

citoyens,



e 115 ne répond plus. « *Toutes nos lignes sont occupées. Merci de rappeler ultérieurement* », ânonne inlassablement le répondeur du Samu social. Nous sommes le 16 janvier 2013. Dehors, il fait un froid polaire. Le thermomètre oscille entre - 11 et - 15 °C du nord au sud de la France, mais le numéro d'urgence dédié aux sans-abri est saturé, submergé par la demande d'hébergement, incapable de faire face faute de place dans les centres d'accueil. Cet hiver, un SDF sur deux restera sur le carreau. Le 115 ne

répond plus, mais, discrètement, un numéro *bis* prend le relais. Le 115 du Particulier, sorte de Samu social parallèle et informel, animé par des gens de bonne volonté prêts à offrir un toit, le temps d'une nuit ou d'une vague de froid, à ceux qui n'en ont pas. Ici, on ouvre sa porte chaque

mardi soir « *avec repas et bonne humeur garantie* ». Là, on déplie le Clic-Clac du salon ou on cède le lit de l'aînée partie faire ses études ailleurs... Le site et la page Facebook du 115 du Particulier foisonnent de propositions du même acabit, postées par de simples citoyens. A mesure que la crise grignote du terrain, que les cabines téléphoniques et les portes cochères deviennent des chambres à coucher, les Français se serrent les coudes. Quand les pouvoirs publics, dépassés, n'assurent plus, ces citoyens comblent les béances sociales. Tels l'Auvergnat de Georges Brassens, ils hébergent, réchauffent, nourrissent... A Paris ou à Dijon, à Nantes ou à Lyon, en ville ou à la campagne, seuls ou ensemble, ils retroussent spontanément leurs manches pour aider, selon leurs moyens, ceux qui sont dans le besoin. « *Les gens prennent conscience que ce qui était de la responsabilité de l'Etat-providence et des institutions ne peut plus suffire face*

à la montée de la question sociale, souligne Roger Sue, sociologue et professeur à l'université qui scrute depuis quinze ans la France bénévole. *L'idée que la société doit se mobiliser et prendre des initiatives que les politiques, les administrations et les associations ont du mal à prendre monte en puissance.* » Les citoyens qui s'interrogent sur la capacité de l'Etat-providence à remplir sa mission de solidarité préfèrent donc se tourner vers l'initiative individuelle et les associations, comme le souligne un sondage CSA sur les Français et la solidarité (1). Quand les politiques brassent de l'air et brandissent comme Sarkozy en 2006 la promesse d'une France avec « *zéro SDF* », les riverains eux, mettent les mains dans le cambouis, apportent des duvets et des plats chauds aux Roms qui squattent devant leur porte, offrent le gîte et le couvert au SDF qui crèche sous une couverture de survie à même la chaleur de la bouche du métro.

Le bouclier de protection sociale n'est plus calibré pour contrer la hausse progressive de la grande pauvreté ! » s'alarme Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, en présentant le 18^e rapport sur l'état du mal-logement en France. « *Les nouvelles ne sont pas bonnes* », poursuit-il en égrenant les chiffres : 685 142 personnes privées de domicile personnel, qui vivent dans la rue, à l'hôtel ou dans des gourbis ; 3,6 millions de mal-logés. Toujours plus de souffrance sociale et de renoncement, malgré les promesses du président Hollande d'assurer un accueil « *inconditionnel* » aux sans-abri. « *Le changement, c'est avec les citoyens !* » répond en écho Katia, 34 ans. En février 2012, en observant des stalactites se former sur le tapis étendu à son balcon, cette mère de famille au RSA décide d'agir pour ceux qui dorment dehors. Depuis, Katia, qui n'avait jamais vraiment milité, consacre toutes ses journées à sa mini-association, Tends la main. Des heures passées à collecter vêtements, denrées alimentaires, invendus de boulangerie distribués le samedi soir aux sans-abri de Dijon. Des heures aussi à se battre contre les élus. Quand la ville ferme la nuit les parkings couverts alors qu'il fait - 8 °C, le collectif solidaire manifeste et bloque l'accès des voitures pendant une soirée. « *Quand l'Etat ou ses représentants locaux ne font pas leur travail, et pire, quand ils aggravent la situation, on y va !* » confie-t-elle.

« *Ces mouvements témoignent de la révolte de citoyens face à un Etat qui fait, mais pas très bien. C'est vrai que, parfois, on se dit qu'on pallie ses lacunes* », explique Sylvie Lhoste, néobénévole à Action froid et animatrice du site Entraides citoyennes qui recense toutes les initiatives du genre (2). « *La solidarité, ça doit être l'affaire de tous. Tout le monde souffre, d'une manière ou d'une autre. Tout le monde commence à se dire que celui qui dort dehors, demain ce sera peut-être lui.* » Une angoisse partagée : selon le même sondage

A LA SOUPE ! Jean-François Berton, dit "Bébert le Rebel", restaurateur à Villejuif, prépare une soupe distribuée tous les samedis soir à Paris. Tous les jeudis après-midi, des volontaires l'aident à éplucher carottes, oignons et pommes de terre. "On ne peut pas râler et ne rien faire", affirme ce motard au grand cœur.





CSA, 75 % des Français estiment qu'eux-mêmes ou un de leurs proches pourrait un jour connaître une situation de précarité. « C'est l'identification par compassion. Cela procède de l'idée qu'aujourd'hui un Français sur deux pense qu'il peut être lui aussi au chômage et SDF », analyse Roger Sue. Comme si la débandade économique et sociale, plutôt que de nourrir les égoïsmes, avait révélé un instinct de générosité. Dans les faits, c'est la vague de froid du mois de février 2012 qui a provoqué le déclic. En quelques jours, les appels à la mobilisation pour les sans-abri ont envahi les réseaux sociaux. D'un simple clic, des milliers d'internautes se sont découverts une fibre solidaire.

« L'idée d'aider les autres m'est un peu tombée dessus, je n'y avais jamais songé auparavant. C'était au départ une réaction au froid », se souvient Laurent Eyzat, 49 ans. Un soir de février, le chef d'entreprise parisien a froid. Vraiment froid. « Je me suis alors demandé ce que moi, à titre individuel, je pouvais faire pour tous ceux qui étaient dehors. Je voulais que cette action soit duplicable. Je me disais : "Si moi je peux le faire, alors d'autres peuvent le faire." » Il lance un appel sur Facebook. A peine posté, son message reçoit des réponses, des promesses de dons, et puis des dons en espèces sonnantes et trébuchantes. Avec son butin, Laurent Eyzat achète des couvertures de survie qu'il distribue le soir même aux sans-abri. Comme il l'avait souhaité, son geste fait des

émules à Paris, dans le Nord, en Haute-Garonne... Aujourd'hui, Action froid compte des centaines de fans sur Facebook et 17 fédérations sur le territoire. Chaque semaine, de nouveaux bénévoles rejoignent l'association pour trier les tonnes de vêtements récupérés pendant la semaine, éplucher les légumes, tartiner, marauder. Des étudiants, des journalistes, des assistantes de direction, des sans-emploi, des fonctionnaires, des travailleurs sociaux... « Chacun donne ce qu'il peut de son temps et de son portefeuille », résume « Bébert », le patron du bar-restaurant Le Rebel, à Villejuif, responsable de la soupe. Jusqu'ici Bébert n'avait jamais vraiment aidé, un coup de main par-ci par-là, rien de plus. >



GÉNÉROSITÉ ET SYSTÈME D
Le collectif Action froid, qui s'est constitué sur Facebook, compte 17 fédérations. Chaque semaine, de nouveaux bénévoles trient des vêtements récupérés, avant de les redistribuer aux sans-abri.

**« TOUT LE MONDE COMMENCE
À SE DIRE QUE CELUI
QUI DORT DEHORS, DEMAIN
CE SERA PEUT-ÊTRE LUI. »**

➤ Sauf que, voilà, ce motard au grand cœur ne supporte pas l'injustice. « Je râle, je gueule, mais je me bouge ! On ne peut pas râler et ne rien faire. »

Chez Action froid, c'est le système D qui prime. Les 10 kg de pommes de terre et de carottes sont offerts par un donateur anonyme. « On n'a pas de subventions et on n'en veut pas ! Le jour où vous en avez, l'Etat vous dit comment et quoi faire », grogne Bébert. « Vous connaissez la fable du loup et du chien ? Le loup préfère son autonomie, quitte à être un peu affamé », confirme joliment Jeannette Garnier, 81 ans. En 2010, Jeannette et son mari, Philippe, 78 ans, créent à Tours l'association Emmaüs 100 pour 1, avec le soutien logistique de la Fondation Abbé-Pierre et de la communauté Emmaüs. Ils font un calcul d'écolier : si 100 familles donnent 5 € par mois pendant deux ans, elles peuvent offrir un toit à une famille à la rue. Avec 356 adhérents aujourd'hui, l'association loge trois familles migrantes dans des appartements qu'elle loue dans le parc privé. « Nous sommes des protestataires agissants. Nous voulons que la situation change, nous commençons par faire nous-mêmes quelque chose pour que ça change », revendique Philippe Garnier. Emmaüs 100 pour 1 ne se contente pas d'aider les indigents. Elle a dans sa mire les pouvoirs publics, coupables de laisser « croupir » des adultes et de jeunes enfants

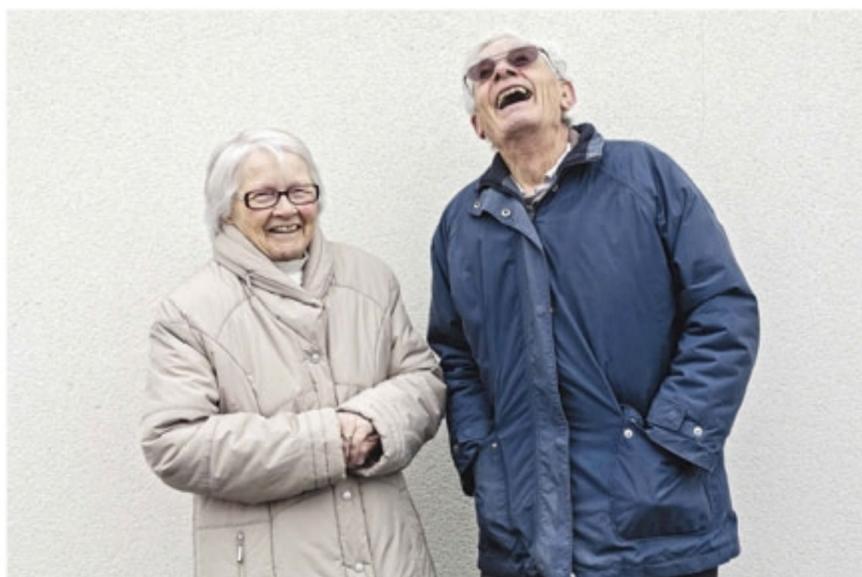
dehors. A Tours, où une cinquantaine de personnes dorment à la rue, l'association a fait condamner le préfet 22 fois en 2011 pour mal-logement. « Le département, la ville, l'Etat ne veulent pas ou ne peuvent pas payer, nous le faisons à leur place. J'ai bien l'intention un jour d'aller voir tous ces gens-là pour leur dire qu'ils peuvent au moins nous aider un peu, sur les charges, les trajets, l'électricité... » renchérit Philippe Garnier. Le couple et ses donateurs ont aujourd'hui réussi leur pari : la première famille logée est en voie de réinsertion. La maman a obtenu un permis de travail, la fille aînée est employée dans une boutique de la ville et tous devraient bientôt libérer le logement d'Emmaüs 100 pour 1 pour voler de leurs propres ailes. Un retour sur investissement, en quelque sorte.

Du concret, voilà ce que recherchent les bénévoles d'aujourd'hui, délaissant les chemins associatifs traditionnels. « Les gens sont dans le matériel et l'utile. Dans les grandes associations, ils n'ont plus le sentiment de concret qu'ils ont sur le terrain », reprend le sociologue Roger Sue. Pour avoir ce « concret » l'action spontanée de quelques individus face à une situation qu'ils jugent indécente peut suffire. A Saint-Martin-des-Fontaines, petit village perdu au cœur de la Vendée, des voisins se sont unis pour construire une maison à Fred, 47 ans. L'homme, divorcé, accueillait depuis quatre ans ses enfants dans son mobil-home insalubre, planté sur un lopin acheté 32 000 € avec ses quelques économies. « Ça m'embêtait de passer devant chez lui et de ne pas voir de fumée sortir de la cheminée du mobil-home. De savoir qu'il devait sécher sa porte avec un sèche-cheveux pour pouvoir l'ouvrir tellement elle était humide. Quand vous voyez ça, vous vous posez des questions. Nous, ça va, on a un travail, un toit, du chauffage », raconte Pierre-Alain Petit, salarié d'une briqueterie à l'origine du projet avec son voisin Bernard Anonier, céréalier à la retraite. Mais les deux hommes ne s'attendaient pas à ce que leur initiative provoque un buzz médiatique avec l'arrivée sur place d'une nuée de journalistes et de caméras de télé. « On nous a dit bravo, mais on reste modestes. C'était un plaisir de faire ça, on pense plus aux autres qu'à soi. Je me dis qu'avant de mourir j'aurai fait quelque chose de bien », dit-il, avant de lancer une invitation à toutes les bonnes volontés. « Si des gens sont intéressés pour faire la même chose, je veux bien donner des conseils », conclut le « maçon du cœur » version vendéenne.

« Les Maçons du cœur » ! L'émission *made in USA*, qui fait appel à la générosité des Américains pour rebâtir les maisons insalubres de familles en souffrance, a depuis quatre ans son pendant *frenchie*. « Tous ensemble », produit par Julien Courbet et animé par Marc-Emmanuel Dufour, bat des records d'audience le samedi après-midi sur TF1. La preuve qu'en période de crise, quand le premier réflexe est le repli sur soi, les Français sont friands de belles ➤

PROTESTATAIRES AGISSANTS

Jeannette et Philippe Garnier, fondateurs de l'association Emmaüs 100 pour 1 à Tours, aident à réunir les moyens financiers pour loger des familles qui sont à la rue.



DU CONCRET

Les bénévoles du collectif Action froid parcourent toute l'année les rues pour distribuer des couvertures.



➤ histoires de solidarité. Le 12 janvier dernier, plus de 3 millions de téléspectateurs ont été émus par le drame de Valérie, jeune mère « complètement désarmée » après le décès brutal de Jérémie, son conjoint. La maison que le couple a achetée à Virieu-sur-Bourbe (Isère) est délabrée et une centaine de donateurs et de bénévoles ont « bravé les intempéries » pour la rénover et l'équiper de la cave au grenier en un temps record. « Tous ensemble » va bien au-delà d'une simple émission de télé, plaide Marc-Emmanuel. C'est une vitrine qui permet de faire valoir les valeurs d'entraide et de solidarité. Chaque fois qu'on démarre un chantier, les gens ne savent pas à quel point ils vont vivre quelque chose de formidable. Certains reviennent 10 fois et pour d'autres, la solidarité c'est "Tous ensemble". » « Tous ensemble, tous ensemble, ouais ! » Ou comment le slogan emblématique du mouvement social de 1995 est devenu le concept d'une émission de télé-réalité. En 1995, les syndicats de cheminots, soutenus par procuration par une majorité de Français, avaient fait reculer le gouvernement Chirac sur la réforme des retraites. Près de quinze ans plus tard, des centaines de valeureux acteurs éphémères du petit écran mettent en scène leur compassion et donnent des leçons de générosité à des millions de Français ébranlés.

On a inversé le sens de la société. Le héros d'aujourd'hui, c'est celui qui est dans la solidarité, qui fait un geste et donne du sens », poursuit Roger Sue. Ranzika Faïd est l'une de ces héroïnes de l'ombre. Fonctionnaire au ministère du Travail, la quadra a imaginé Mobil'douche, un camping-car acheté sur le site Le Bon Coin avec l'aide financière de donateurs et de fondations privées, qu'elle a équipé de deux douches. Chaque dimanche, elle sillonne Paris avec son équipe de maraudeurs, à la rencontre de ceux qui vivent dehors et n'ont pas toujours accès à l'hygiène. Hasard du calendrier, la première douche mobile est prise le 6 mai 2012, à l'heure même où François Hollande est élu président de la République. « Ce jour-là, certains dans la rue ont eu une lueur d'espoir. C'était pour eux une sorte de libération. Ils en avaient ras le bol de Nicolas Sarkozy. Mais personne ne s'est dit que tout allait changer », se souvient-elle. La jeune femme, confrontée très jeune à la pauvreté, n'accuse pas pour autant l'Etat d'être défaillant. « Le problème, explique-t-elle, c'est qu'il y a toujours le même nombre de structures pour plus d'entrants dans la rue. »

Lorsqu'il fait trop froid, la Mobil'douche reste au garage, pour ne pas gêner le travail des structures existantes qui dirigent les sans-abri vers des foyers. Sur le terrain, les initiatives spontanées de citoyens sont diversement appréciées. Certains soirs, les maraudeurs du Samu social ou d'autres associations traditionnelles, les collectifs de néobénévoles ou les simples citoyens qui portent secours spontanément



LES GRANDES ASSOCIATIONS TRADITIONNELLES S'INQUIÈTENT PARFOIS DE CES INITIATIVES SPONTANÉES.

dans Paris se marchent sur les pieds... Les « professionnels » du caritatif s'inquiètent d'ailleurs parfois de ces bonnes volontés spontanées qui surgissent en ordre dispersé, soulignant l'absence de formation des citoyens face à un public précaire et difficile à prendre en charge. Gérer la charge émotionnelle et la réalité souvent très dure des personnes à la rue ne s'improvise pas, soulignent-ils... Ce que Ranzika Faïd balaie d'un revers de main. « L'existence de Mobil'douche prouve que les structures existantes ne sont pas suffisantes, remarque la jeune femme. Il faut nous voir comme un partenaire, pas un concurrent. On a tout à gagner à travailler ensemble ! » « C'est une pépinière de projets d'avenir plutôt qu'une concurrence, insiste Julien Lauprêtre, président du Secours populaire. Ce type d'engagement est à contre-courant de ce qu'on veut imposer à la société. Il y a tellement d'égoïsme, de gens qui disent "Pousse-toi de là que je m'y mette" »... Tous ensemble, tous ensemble. Ouais ! ■ P.CH. E.T.C.C.

(1) Sondage CSA pour l'Uniojss et la Macif, "Les Français et la solidarité", janvier 2013.

(2) www.entraides-citoyennes.org

HÉROÏNE DE L'OMBRE

Ranzika Faïd, présidente de l'association Mobil'douche, propose à Paris, grâce à un camping-car acheté sur le site Le Bon Coin, un service d'hygiène mobile pour les SDF et les mal-logés.